

Déclaration Liminaire de la FSU CSA Départemental Vendredi 4 Septembre 2026

Les rentrées scolaires se suivent, et malheureusement, se ressemblent. Chaque année scolaire, chaque été, apporte son lot de désolations pour l'École Publique. Initialement réuni·es pour ajuster une carte scolaire désastreuse pour notre département, nous devons constater encore une fois que la rentrée se fait dans la douleur pour de nombreux personnels.

La FSU le martèle depuis longtemps, la baisse démographique nationale aurait dû permettre l'amélioration des conditions d'enseignement en baissant le nombre d'élèves par classe. Nous le regrettons, ce n'est pas le choix qui a été fait par les multiples gouvernements qui se sont succédés, et aujourd'hui, nous assistons à l'affaiblissement d'un système scolaire sous-investi qui ne tient plus que par le dévouement de tous les personnels qui le composent. Les missions se multiplient, s'intensifient, se complexifient et la mission d'accueillir tous les élèves et de les faire réussir devient impossible.

Ce travail empêché, c'est aussi celui des directrices et directeurs d'école, qui depuis fin juin font face au déploiement hasardeux et précipité de ONDE V2. Cet outil qui devait leur faciliter la tâche s'est révélé empoisonné, les forçant à œuvrer dans la précipitation sans pouvoir accéder aux données y étant enregistrées.

Puisque l'on évoque les données personnelles contenues dans ONDE, comment ne pas évoquer la cyberattaque vécue par l'Education Nationale cet été ? Si notre académie semble avoir été relativement épargnée, en comparaison de celles de Nantes ou Toulouse, nous sommes nombreuses et nombreux à nous questionner sur l'irresponsabilité de notre employeur à l'égard de nos données personnelles que nous sommes contraintes de partager. Comment continuer à renseigner en toute confiance des données sensibles au sujet de nos élèves, au sujet de leur santé, de leurs difficultés scolaires ou de leur handicap ? A la surcharge administrative que constitue le renseignement du LPI, s'ajoute donc le questionnement sur le devenir des données déposées. La FSU avait déjà manifesté ses inquiétudes à ce sujet, et l'épisode de l'été ne fait que nous conforter dans notre position.

La succession d'épisodes caniculaires depuis le mois de juin a également montré l'inadaptation du bâti scolaire à l'augmentation des températures. Les équipes enseignantes ont dû terminer l'année tant bien que mal, dans des salles surchauffées au mépris de leur santé et de celle des élèves. Il n'y a pas à se montrer surpris, tout ce qui s'est déroulé cet été était prévu par les scientifiques. La FSU porte cet enjeu au sein de l'Alliance Écologique et Sociale.

Dernier épisode de l'été et non des moindres, la note de la DEPP et la chambre d'écho médiatique qui s'en est suivie : les enseignant·es français·es gagneraient 3090€ en moyenne par mois ! La FSU dénonce l'usage de ce chiffre dans les médias, qui ne reflète en rien la réalité de nos salaires. D'autres chiffres auraient pu être mis en lumière, comme les 5% d'augmentation du point d'indice pendant que l'inflation est, elle, à 15%.

En cette rentrée dans les collèges, la FSU alerte sur la situation particulière du collège de Chateaudun. Depuis 10 ans et l'injustice du non classement en REP, les personnels portent à bout de bras l'établissement. Depuis 10 ans, la situation pourrit lentement. M. le Dassen, il est temps que l'administration prenne ses responsabilités et agisse, dans l'intérêt des personnels et des élèves. Le collège doit être abondé de moyens financiers et humains à la hauteur des besoins.

Alors que les prix du carburant repartent à la hausse, alors que la crise écologique devient plus prégnante, les décisions d'affectations portent un coup au pouvoir d'achat et à l'empreinte carbone des collègues : personnels sur 3 établissements, TZR envoyés hors zone, stagiaires contraints à 3 allers-retours à l'INSPE de Besançon, etc.

En ce début d'année, la FSU appelle de tous ses vœux à un sursaut pour l'École Publique. Puisse le gouvernement entendre les appels du terrain, pour enfin offrir à l'Éducation Nationale un budget qui permette de mener à bien la mission de service public et de réussite de toutes et tous les élèves accueilli·es. Les citoyen·nes de demain méritent mieux !